Burundi : 10 M USD de la BAD pour réformer la gouvernance économique

@rib News, 23/12/2014 â€“ Source AfDB Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, ce 18 décembre 2014, l'octroi d'un don de 10,249 millions de dollars EU en faveur de la République du Burundi, prélevé sur les ressources de la Facilité d'appui à la transition (FAT). Cette aide financière est destinée au Programme d'appui aux réformes de la gouvernance économique (PARGE-I). Le PARGE-I est la première phase d'une série de deux opérations qui constituent un appui budgétaire programmatique aux exercices budgétaires de 2014 et 2015. Il anticipe également sur une liste de mesures qui devraient enclencher la deuxième phase (PARGE II).

Cette approche programmatique optimise la planification de l'aide et permet de s'aligner sur les politiques de développement du pays. Le PARGE-I s'inscrit dans la droite ligne du deuxième Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP II) pour les années 2012 à 2015 et de la « Vision Burundi 2025 ». Le programme est dans la continuité des précédents appuis budgétaires (dits « PARE » I à V) qui ont été accordés depuis 2004 et qui ont stimulé non seulement la mise en œuvre des CSLP I et II, mais également, et de façon spécifique, le système national de gestion des finances publiques et le développement du secteur privé. En effet, ces opérations ont créé les conditions d'une croissance inclusive et durable, de façon à sortir graduellement le pays de sa situation de fragilité. Le PARGE consolidera les acquis des opérations précédentes, en aidant à mettre en place les conditions d'une meilleure gestion budgétaire et en stimulant le développement du secteur privé. Il appuiera le gouvernement burundais dans la mise en œuvre du CSLP II qui porte sur la période 2012-2015 dans ses objectifs opérationnels, qui sont : l'amélioration de la mobilisation, de la visibilité des ressources publiques et du contrôle de l'exécution budgétaire ; l'appui à la création d'entreprises ; et l'accès au financement pour le secteur privé. Le présent programme, qui a pour objectif principal de consolider les conditions d'une croissance inclusive, contribuera à réduire durablement le chômage et la pauvreté. L'impact du PARGE sera autant plus appréciable que chômage et pauvreté figurent au nombre des plus lourds auxquels le Burundi doit faire face pour extraire du cercle vicieux de la fragilité.